

La logique conflictuelle entre l'économie et l'environnement de la gouvernance nord-américaine : ALÉNA, subventions à la consommation d'énergie et changement climatique

Auteurs : Robin Jane Roff, Stephen Clarkson et Anita Krajnc

L'entrée en vigueur de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALÉNA) devait favoriser la création d'une économie verte sur le continent nord-américain. Les dispositions de l'Accord interdisant l'harmonisation vers le bas, le respect de l'autonomie des États en matière de réglementation environnementale et la création de la Commission de coopération environnementale étaient autant de raisons pour la population de croire qu'on pouvait établir un programme commercial qui tienne compte de l'environnement. Malgré des intentions louables en matière d'environnement, l'Accord nuit au commerce d'énergie moins polluante en autorisant, voire en encourageant les subventions pour la mise en valeur des combustibles fossiles, en empêchant les gouvernements de régir les taux d'épuisement des ressources, et en fixant des mesures de déréglementation néoconservatrices qui favorisent les priorités des entreprises transnationales plutôt que celles qui portent sur la conservation et la protection de l'environnement.